

Mésentente suédoise : les racines du mal

GOVERNEMENT Peeters et le CD&V sont (très) fâchés. Ils attendent un geste de Michel

- ▶ Kris Peeters et le CD&V parlent de crise de confiance au kern.
- ▶ Voici pourquoi les partenaires flamands de la coalition se déchirent.

Un vice-Premier ministre qui avoue avoir « l'impression qu'on veut le casser », « on » étant ses partenaires N-VA et VLD. Et qui déclare que « le Premier ministre doit rétablir la confiance au kern », parce que ce qui s'est passé après la négociation sur le tax shift (les fuites sur le blog flamand *Newsmonkey* visant à démontrer que le CD&V en est le grand perdant) est « très très grave ». Et qui accuse implicitement le VLD, Alexander De Croo en particulier. Voilà qui n'est pas banal.

Ce sont pourtant les propos tenus ce week-end dans *Le Soir* par le vice-Premier CD&V Kris Peeters. Preuve que le (gros) malaise du CD&V est réel : dimanche, son collègue Koen Geens confirmait sur VTM la « crise de confiance » et que « la balle est dans le camp du Premier ». Le conflit entre partis flamands de la majorité s'est amplifié. Voici pourquoi.

Le CD&V est plus à gauche que prévu. Ce devait être l'atout de l'équipe Michel : un gouvernement cohérent, avec quatre partis de droite ou du centre-droit, soucieux de mener des réformes socio-économiques d'envergure. Mais depuis dix mois, N-VA, CD&V, VLD, n'en finissent plus de se chamailler, voire de se déchirer. « C'est un problème structurel depuis le choix du CD&V de se profiler plus à gauche, d'être le visage social de la coalition, les deux autres partis flamands voulant un programme de réformes libérales, confirme le politologue Dave Sinardet (VUB, Anvers). On a sous-estimé le fait que le CD&V est un parti différent du VLD et de la N-VA : il a un mouvement syndical important en son sein. Par le passé, le CD&V se cachait peut-être un

peu derrière le PS ou le CDH. C'était moins visible. »

Le choix stratégique du CD&V. Surprenant tout le monde, le CD&V a renoncé au poste de Premier ministre et choisi de ne plus se profiler comme le parti du compromis. Désormais, il réclame systématiquement une (plus ou moins grande) touche sociale. Mais pour ses partenaires, il doit arrêter de se comporter comme s'il était toujours le plus grand parti ou le chef de file, et ils s'opposent souvent à ses revendications « dignes du PS ».

« Sur le tax shift par exemple, explique Dave Sinardet, Kris Peeters avait fait beaucoup de déclarations, réclamant telle ou telle avancée. Mais ce n'est pas pour autant que la N-VA et le VLD les lui ont accordées. Il est perçu comme voulant se profiler différemment de ses partenaires, ce qui n'est pas jugé très loyal. »

Le poids du passé. Les relations compliquées entre le CD&V et le VLD ne datent pas d'hier. En 1988, Wilfried Martens avait refusé de continuer de gouverner avec Guy Verhofstadt ; en 1999,

c'est ce dernier qui avait écarté le CD&V, tenant même de le remplacer comme grand parti populaire (ce que tente aujourd'hui la N-VA). En 2009, c'est Kris Peeters qui a refusé de s'allier en Flandre au VLD, lui préférant la N-VA. Et en 2014, Peeters a à nouveau tenté d'exclure le VLD au Nord, étant contraint de le reprendre en dernière minute, la suédoise s'annonçant au fédéral. « Il aurait préféré avoir le VLD dans l'opposition, pour avoir une opposition de droite ; le gouvernement fédéral serait apparu plus à gauche », analyse Dave Sinardet.

Les problèmes personnels. S'ajoutent à tous ces éléments des relations personnelles compliquées. Entre Kris Peeters et Bart De Wever d'abord. Les deux hommes ont travaillé ensemble en Flandre, mais Anversois tous deux, ils s'affrontent sur le même pré carré électoral. Ce qui provoque des heurts. On se rappelle ce 11 juillet où De Wever avait volé la vedette au toujours ministre-président flamand Pee-

ters. Et l'an dernier, Kris Peeters a été battu aux élections par la N-VA, étant devancé par Bart De Wever mais aussi Liesbeth Homans. Ce qui a un peu affaibli sa position au sein du CD&V. Et depuis la suédoise, Peeters et De Wever se sont plusieurs fois accrochés.

Quant à la relation entre Kris Peeters et Alexander De Croo, elle est compliquée... « L'animosité entre eux existe depuis le début du gouvernement », nous confirme un CD&V. Une sorte « d'incompatibilité », de « conception différente de la politique et de l'éthique ». Et les fuites sur le tax shift ont encore réduit la confiance. Même si Alexander De Croo, qui n'avait pas voulu réagir dans un premier temps, confie au *Standaard* « regretter une attaque non fondée » mais vouloir « se concentrer à 100 % sur les dossier de contenu ». Kris Peeters est d'ailleurs lui aussi accusé de manœuvres peu élégantes, comme lorsque son cabinet a tenté de provoquer une vague de critiques contre la présence des militaires à Anvers.

Reste que, blessé, le CD&V va tenter d'engranger quelques gains lors de la discussion sur la concrétisation du tax shift prévue ce vendredi. Lors de la réunion du conseil des ministres, Kris Peeters attend par ailleurs un geste de Charles Michel, pour rétablir la confiance. « Quand il y a un incident, confie un CD&V, on apprend toujours que Charles Michel a eu des propos durs avec l'intéressé. Mais il n'y a pas de communication ouverte ; le Premier ministre ne dit pas : il s'est passé ceci ; j'en ai parlé avec un tel ; notre conclusion est ceci ; pouvons-nous nous mettre d'accord là-dessus ? Cela n'arrive jamais. Un chef doit pourtant intervenir et forcer le dialogue en cas de conflit. Il y a un mécontentement énorme au CD&V. On ne peut continuer comme si de rien n'était. Il faut en parler. »

Que va faire Charles Michel ? Contacté, le cabinet du Premier ministre nous répond qu'il « ne souhaite pas communiquer sur ce qui se passe en interne au conseil des ministres ». ■

MARTINE DUBUISSON